



Garnotte
Caricature
du jour

Connexion

S'ABONNER
au Devoir

[ACTUALITÉS](#) [OPINION](#) [CAHIERS SPÉCIAUX](#) [MULTIMÉDIA](#) [JEUX](#) [SERVICES ET ANNONCES](#) [LE DEVOIR](#) [ABONNEMENTS](#)

[Politique](#) [International](#) [Culture](#) [Environnement](#) [Société](#) [Économie](#) [Sports](#) [Art de vivre](#)

[Actualités en société](#) [Consommation](#) [Éducation](#) [Éthique et religion](#) [Justice](#) [Le Devoir de philo](#) [Médias](#) [Santé](#) [Science et technologie](#)

Publicité

[Accueil](#) > [Société](#) > [Éducation](#) > **Rapport sur les performances scolaires - La gestion spontanée des résultats**

Imprimer

Commentaires

Envoyer

Droits

Taille du texte



Publicité

Rapport sur les performances scolaires - La gestion spontanée des résultats

Le politique réagit au cas par cas aux enquêtes sur la performance des étudiants

3 décembre 2011 | Lisa-Marie Gervais | Éducation

Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les étudiants arriveront à l'université mieux formés que leurs aînés.

Sitôt connus les résultats du dernier rapport du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) sur les performances scolaires des élèves du pays, la ministre de l'Éducation du Québec proposait des mesures pour améliorer la lecture au primaire. Les mesures auront-elles l'impact voulu? Rien n'est moins sûr dans un appareil d'État qui fait de la gestion par résultats.

Articles les plus : [Commentés](#) / [Aimés](#)

L'éléphant rose

17 avril 2013

53

Y a toujours un cadeau

12 avril 2013

22

Les certitudes

13 avril 2013

21

La grande enquête PISA l'avait déjà dit et le Conseil canadien sur l'apprentissage l'avait redit. Voilà que le rapport du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) en remet: s'ils ont la bosse des maths, les petits Québécois sont à la traîne en français-lecture. D'après l'enquête du CMEC, ils se situent sous la moyenne canadienne, en 7^e position sur 11 (les dix provinces et le territoire du Yukon). En science, c'est pire. Les résultats aux tests classent le Québec au 9^e rang. Mais les petits Québécois étant bien installés en tête de peloton pour les mathématiques, voilà qui sauve la mise.

Mais que nous disent réellement ces grandes enquêtes comparatives où triomphe le quantitatif sur le qualitatif et qui tentent d'aplanir les différences entre les systèmes? Sont-elles bien nécessaires? Oui, croit Benoît Rigaud, de l'École nationale d'administration publique. Ne serait-ce que pour faire le point sur les choix et les orientations prises en matière d'éducation. «Notre système a besoin de ces tests notamment pour apprendre de ses erreurs. Les statistiques et les données de comparaison, c'est pour faire le suivi. C'est pour voir où on se situe et comment s'améliorer par rapport aux autres», note-t-il.

Et comme elles convergent sur le plan des résultats, les dernières grandes enquêtes (PISA, OCDE, etc.) gagnent en crédibilité, croit pour sa part Jean Bernatchez, professeur à l'Université du Québec à Rimouski et spécialiste de l'administration et des politiques scolaires. «Quand on a une série d'études qui reposent sur plusieurs indicateurs différents, ça ajoute en crédibilité. Les sources sont nombreuses et indépendantes, on peut penser que c'est bien fait», avance-t-il.

Le hic, c'est que, comme d'autres événements de l'actualité qui sont de véritables bombes médiatiques (une entorse à la loi 101 ou le taux d'échec élevé des futurs enseignants à l'examen de français), ces grandes enquêtes commandent souvent une réaction politique instantanée. Là où il y a un potentiel explosif dans l'opinion publique, la mesure d'apaisement n'est jamais très loin. «Il se passe quelque chose et on cherche à réagir tout de suite. On n'a pas évalué toutes les hypothèses et on arrive

avec des solutions qui découlent du sens commun, sans regarder la recherche. C'est une gestion action-réaction, croit Jean Bernatchez. Ce n'est pas indépendant de la tendance vers le management public, qui préconise une gestion axée sur les résultats.»

Des mesures critiquées

Bien que l'amélioration des compétences en lecture faisait déjà partie de son discours, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'avait pas encore fait connaître clairement son plan d'attaque. Elle a finalement livré mardi, en même temps que les conclusions du rapport du CMEC, une série de mesures pour corriger le tir: l'insertion d'ajustements au programme du préscolaire et du premier cycle du primaire en lien avec la recherche, l'introduction d'une liste de mots de vocabulaire à enseigner, l'implantation d'un examen de lecture en 4^e année du primaire et un investissement de 2 millions de dollars en recherche.

Si ces mesures ont le mérite de s'attaquer au problème de la lecture chez les jeunes, fondamentale pour la réussite scolaire, sont-elles pour autant appropriées? La présidente de l'Association québécoise des professeurs de français (AQPF), Suzanne Richard, demeure très sceptique. «On croule sous les mesures. Et on ne sait pas toujours sur quoi elles s'appuient, dénonce-t-elle. On dit qu'on va ajuster les programmes de français au primaire sur la base de ce que nous enseigne la recherche. C'est comme si on sous-entendait que ce n'était pas déjà le cas alors qu'on sait que plusieurs didacticiens ont participé à l'élaboration des programmes actuels», soutient-elle.

Cette spécialiste en didactique du français déplore le retour aux anciennes méthodes, notamment à l'apprentissage de la lecture en associant les sons. La formation des maîtres est aussi un problème important. «Pour les enseignants, la formation continue n'est pas obligatoire et il y a rarement des fonds qui l'accompagnent, déplore-t-elle. J'ai fait la même critique quand le gouvernement a fait son annonce des tableaux blancs interactifs. On a beau acheter des tableaux, si les enseignants n'ont pas la formation pour s'en servir, en quoi ça fait avancer l'école?»

Selon Mme Richard, le gouvernement gère en fonction des crises et des pressions qu'il subit, une approche qu'elle qualifie de populiste. «On ne s'appuie pas sur grand-

Plus de 50 organismes demandent l'abrogation du règlement P-6

19 avril 2013 15h47

18

Sur le même sujet

Libre opinion - Tout pour la réussite, pas pour le corporatisme

6 décembre 2011 |

Blogues

L'Inde dans tous ses états

24 avril 2013 15h58 | Guy Taillefer

Les motels familiaux

Les mutations tranquilles

22 avril 2013 11h00 | Fabien Deglise

Festival de Comedy Central: cinq jours d'humour totalement dématérialisé

Voyager avec Lio Kiefer

18 avril 2013 11h57 | Lio Kiefer

Souvenirs de voyages: égo-objets

Mots et maux de la politique

17 avril 2013 13h36 | Antoine Robitaille

Lisée, la poésie printanière du nid-de-poule

C'était bien mieux dans le temps

25 mars 2013 13h50 | Jean Dion

Sur un arbre perché

chose et on met le couvercle sur la marmite. Comment se fait-il que le ministère ne soit pas capable de défendre ses propres décisions et qu'il se rabatte sur ce que les syndicats demandent?», a-t-elle noté. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement propose des ajustements à chaud, constate-t-elle. En 2008, à la suite du rapport du Comité d'experts sur l'apprentissage de l'écriture dirigé par Conrad Ouelton, la ministre de l'époque, Michelle Courchesne, annonçait 22 mesures pour améliorer l'écriture. «Ces mesures ont été lancées sans échéancier, ni obligation de les respecter et sans évaluation. Trois ans plus tard, on ne sait toujours pas ce qui est fait», a-t-elle constaté. Un comité de suivi dont elle fait partie ne s'est pas réuni de toute l'année 2011.

Gestion par résultats

La réponse prompte de la ministre Beauchamp aux propositions des syndicats en a surpris plus d'un. «On ne peut pas reprocher à la ministre d'écouter ce que les gens de terrain ont à dire, sauf que, dans cette perspective, la CSQ est un syndicat qui vise à protéger ses membres alors qu'à l'Association des professeurs de français, par exemple, ce sont des gens de contenu. Je pense que ce qu'ils ont à dire a plus de poids qu'un syndicat corporatif», soutient M. Bernatchez.

Selon lui, ce phénomène, qui s'explique par les diverses pressions subies par la classe politique, est relativement nouveau. «Si on regardait les dernières décennies, la plupart des ministres et des sous-ministres en titre avaient une vision. [Ces derniers] étaient inévitablement des spécialistes de leur domaine, analyse le professeur. Aujourd'hui, si on regarde la composition du ministère, les sous-ministres sont bien souvent des gestionnaires de carrière qui vont veiller à ce que les budgets soient respectés et gérer en fonction des résultats. [...] De sorte que la plupart des ministres sont influencés par une crise ou différents lobbys, peu importe lesquels.»

En analyse de politique, on doit considérer la dynamique des acteurs, soit l'épreuve du réel et les compris à faire. Mais lorsque ceux-ci sont trop nombreux, il y a un danger que la politique initiale devienne méconnaissable, un peu ce qui est en train d'arriver à la réforme, remarquent certains.

Benoît Rigaud estime plutôt normal de procéder à des ajustements en cours de route. «Ce sont des ajustements à des politiques en cours. Le grand changement, ç'a été celui de l'école québécoise à la suite des états généraux sur l'éducation vers la fin des années 90», a-t-il rappelé. Soit. Vouloir procéder à des ajustements en cours de route là où est le problème est plutôt sain. Le fait qu'ils semblent dictés par les résultats de l'enquête est peut-être moins. En janvier dernier, lors d'une conférence du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE), le chercheur Claude Lessard, aujourd'hui président du Conseil supérieur de l'éducation, posait la question sans y répondre: «Nous, les chercheurs, sommes-nous en train d'éclairer les politiques ou sommes-nous plutôt en train de nous faire récupérer dans des entreprises de politisation de la recherche?»

 Recommander 45

 +1 2

 Voter 1 vote

HAUT

Vos réactions - 4 commentaires

TRIER Du plus ancien au plus récent



Jacques Tondreau - Abonné
3 décembre 2011 09 h 02

 J'aime 0

Difficile de rendre tout le monde heureux

Que de drôles de réactions aux résultats du test administré (le PPCE) par le Conseil des ministres du Canada. La convergence dont vous faites état entre les résultats de PISA et du PPCE ne me semble pas au rendez-vous. Le Québec se classe en 4e position des provinces canadiennes dans le test PISA (ici je ne vois pas en quoi les élèves québécois sont à la traîne en français-écriture) et se retrouve au 7e rang dans le PPCE; il était au 4e rang en sciences dans PISA et chute au 9e rang dans le PPCE. Qui dit vrai d'après-vous? Je veux bien parler de la crédibilité de ces enquêtes et je crois utile qu'elles soient administrées, mais il me semble qu'il faut prendre du recul quant à l'interprétation à donner à ces résultats, c'est un minimum.

Que la ministre de l'Éducation fasse de la politique avec les données du PPCE, c'est son

Mots clés

[performance](#), [Line Beauchamp](#)

Chercher sur le même sujet

affaire (elle et égale à elle-même), que vous en fassiez tout un plat («bombe médiatique»), c'est votre affaire. Je crois toutefois, à l'encontre d'un des intervenants de votre article, que la CSQ, qui est aussi capable de contenu me semble-t-il, a eu raison d'interpeller la Ministre sur la question de la lecture. Cette intervention est basée sur ce que la recherche nous apprend quant aux méthodes qui donnent plus de chances aux élèves de réussir en lecture.

La gestion à la petite pièce des problèmes éducatifs n'est pas nouvelle. Certes, on peut penser que dans une culture du résultat et de la performance (gestion axée sur les résultats) ce phénomène est appelé à prendre de l'ampleur. Cela vient nous indiquer en même temps que ce type de gestion de l'éducation n'est pas la bonne voie et qu'il serait peut-être temps, là aussi, de faire marche arrière pour revenir à des modes de gestion où l'élève n'est pas occulté par le résultat que le système (politique et médiatique) attend de lui.



Mariette Payeur - Inscrite
4 décembre 2011 08 h 35



Action-Réaction

Ce genre d'approche n'est sans doute pas la meilleure mais je la préfère à une inaction totale.

D'ailleurs est-ce seulement une réaction à la dernière enquête ou bien les précédentes enquêtes (PISA, OCDE) avaient-elle déjà mis la puce à l'oreille du MEQ? Et cette dernière enquête aurait été un élément supplémentaire pour finalement mettre en place quelques changements.

Quant à la formation continue des maîtres, elle ne doit pas être la responsabilité du ministère (sauf dans le cas d'un changement drastique comme la dernière réforme). Dans la plupart des autres professions, les personnes qui veulent s'assurer une progression valorisante dans leur carrière assument elles-mêmes ce genre de formation.



Renald Beauchesne - Abonné
4 décembre 2011 11 h 24



Gestion par les médias

S'il y a la gestion par les résultats, celle par les médias semble aussi très présente dans le réseau de l'éducation.

La semaine dernière, la ministre a lancé une nouvelle intervention concernant la lecture. Son ministère a déjà prescrit la dictée et bien d'autres mesures. Avec quels résultats ? Cet article parle de vision. Puis-je parler de cohérence et poser la question suivante : Comment un ministre de l'éducation peut-il, notamment lors de la semaine des enseignants, faire un discours sur l'autonomie professionnelle de ceux-ci et, dans les semaines, intervenir directement dans les classes par des mesures administratives ? Puis-je rappeler aussi que la loi sur l'instruction publique, article 19, permet à l'enseignant de faire des choix en fonction des besoins des élèves.



Encore des changements !

Travailler en éducation est devenu une source de frustration pour le personnel. Depuis plusieurs années, nous avons à nous ajuster constamment aux aléas de l'opinion publique. Un mécontentement grandissant monte dans nos rangs. De se voir imposer de nouvelles mesures ou de nouveaux ajustements, avant même de voir si les mesures précédentes ont eu de l'effet, fait en sorte que nous nous sentons de simples exécutants et que nous n'avons rien à dire sur le sujet. Je prends comme exemple les bulletins. Depuis 10 ans, presque à chaque année, la forme du bulletin a changé. Le tout se fait avec la méthode essais et erreurs.

Je ne peux pas passer sous silence le regard réducteur que vous avez relevé dans votre article sur l'implication de la CSQ en éducation. Je rappelle, pour ceux qui l'ignorent, que nous sommes une centrale dans laquelle on retrouve des représentants de l'enseignement, des professionnels et du soutien scolaire. À ce titre, nous ne faisons pas que défendre nos membres, mais nous nous impliquons activement à préserver la qualité de l'enseignement. Nous nous servons de notre expertise de terrain et de nos liens étroits avec les associations et avec les chercheurs universitaires pour camper des propositions. Notre grosseur nous donne les moyens de développer une expertise

globale. Les exécutifs des méchants syndicats en éducation sont composés, pour la plupart, de personnes qui travaillent à temps plein. De ce fait, militer ne les désincarne pas de leur mission première qui est de chercher à obtenir la réussite du plus grand nombre.

J'évite à me lancer à bâton rompu sur l'orientation à prendre pour l'apprentissage de la lecture. La recherche démontre que le décodage est plus efficace pour les jeunes en difficulté d'apprentissage. Quelle que soit la méthode utilisée, les cas les plus lourds devront recevoir une aide beaucoup plus pointue de la part de spécialistes, et ce le plus jeune po

Vous devez être connecté pour rédiger un commentaire.

[Connectez-vous](#) ou [Créer un profil](#)

S'ABONNER AU DEVOIR

[Abonnement papier](#)

[Abonnement numérique](#)

[Gérez votre abonnement](#)



À propos

[Qui sommes-nous](#)
[Direction et rédaction](#)
[Nous joindre](#)
[Service à la clientèle](#)

Services

[Horaire des films](#)
[Petites annonces](#)
[Rencontres](#)
[Restaurants](#)
[Carrières et professions](#)

Les sous-sections du Devoir

[Politiques](#)
[International](#)
[Culture](#)
[Environnement](#)
[Société](#)
[Économie](#)
[Sports](#)
[Art de vivre](#)

Publicité

[Pour annoncer dans Le Devoir](#)

Suivez-nous

LE DEVOIR
Libre de penser